

# Histoire Engagée

---

## Place Émilie-Gamelin : 200 ans de cohabitation sociale (Écomusée du fier monde)

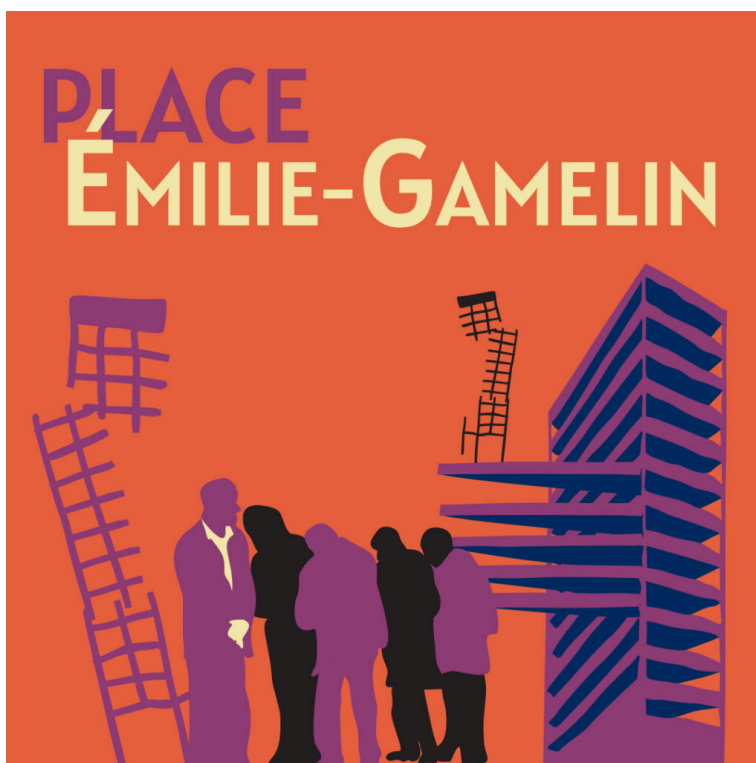
Aït Ouamer Mohamed Amine

20 février 2026

---

*Aït Ouamer Mohamed Amine,  
étudiant au premier cycle en histoire,  
Université du Québec à Montréal*

Depuis le XX<sup>e</sup> siècle, Montréal se construit au rythme des grands projets urbains, oscillant entre ambitions de modernité et réalités sociales complexes. Ces transformations, souvent présentées comme des progrès, ont pourtant déplacé la pauvreté plus qu'elles ne l'ont résolue. L'exposition **Place Émilie-Gamelin. 200 ans de cohabitation sociale**, présentée à l'Écomusée du fier monde, propose de relire l'histoire de ce lieu central à la lumière des tensions constantes entre revitalisation et exclusion.



À l'automne dernier, j'ai eu l'occasion d'assister à une visite guidée animée par les deux commissaires de l'exposition, soit le professeur Martin Petitclerc et Camille Champagne-Tremblay, candidate à la maîtrise en histoire. Cette expérience ne se limite pas à un récit chronologique ; elle met en scène une réflexion de fond sur la manière dont la ville façonne la marginalité, rappelant que l'itinérance s'inscrit dans un héritage bien plus ancien que ne le laisse entendre une partie du discours médiatique actuel. L'analyse du parcours s'organise ainsi autour de plusieurs axes : la logique narrative et la morale implicite présentées au public, les

grandes transformations qui ont marqué l'espace Émilie–Gamelin, les choix de mise en scène opérés par les commissaires, puis les limites du récit et les enjeux occultés.

### **Chronologie et morale implicite**

La visite s'ouvre sur un portrait saisissant : une femme appuyée contre un mur, cheveux chenus, manteau usé, bottes trop grandes et regard contestataire. Martin Petitclerc explique l'objectif sans détour : « pas de misérabilisme, mais une invitation à comprendre », en inscrivant l'itinérance dans une histoire longue plutôt que dans une fatalité individuelle. Cette posture oriente tout le parcours, des œuvres des Sœurs de la Providence (asile, hospice, soupe populaire) aux démolitions pour faire place à l'autoroute Ville–Marie, en passant par les grandes édifications comme Radio–Canada et l'UQAM, jusqu'à l'inauguration de la place Émilie–Gamelin et du Quartier des spectacles. L'idée est claire : montrer que l'itinérance est le résultat de choix collectifs en matière d'urbanisme, de logement et de sécurité. L'autre dessein, tout autant assumé, est d'offrir un nouveau regard sur l'itinérance, en nuanciant le récit médiatique dominant – souvent empreint de préjugés et porteur d'une vision simpliste de ce phénomène pourtant complexe.

Dès lors, l'exposition illustre comment l'itinérance s'inscrit dans des choix collectifs d'aménagement et non dans des fautes individuelles. Elle offre ainsi une lecture critique des mécanismes qui fabriquent la marginalité, en occultant toutefois certains aspects. Le premier étant la dimension féminine de l'itinérance, pourtant centrale dans le contexte actuel. Les commissaires qualifient cette dernière de « minoritaire » jusqu'aux années 1980.

Cependant, même après les années 1980, l'exposition reste muette sur la présence des femmes en situation d'itinérance, ce qui laisse croire que la question reste périphérique dans le récit muséal. Pourtant, certaines recherches – notamment celles de Céline Bellot et ses collègues – montrent que cette invisibilisation est structurelle : les femmes vivent l'itinérance différemment, souvent dans des formes cachées, marquées par la violence et la dépendance relationnelle, ce qui les rend absentes des représentations « classiques » de l'itinérance<sup>1</sup>. En définitive, l'exposition éclaire bien certaines tensions, mais son silence persistant sur les femmes rappelle que l'histoire de la marginalité demeure souvent racontée à travers un prisme masculin.

### **Transformations de l'espace Émilie–Gamelin : continuités et ruptures depuis**

## 1840

Comme le rappellent Martin Petitclerc et Camille Champagne-Tremblay en début du parcours, l'histoire de la place Émilie-Gamelin illustre une tension constante entre accueil et exclusion. En 1843, le site est occupé par les Sœurs de la Providence, qui y gèrent asile, hospice, soupe populaire, orphelinat et dispensaire. Cet espace est pensé comme un lieu de charité, mais aussi de contrôle social, où la visibilité des pauvres est encadrée. Les cartels montrent des files d'hommes à l'Œuvre de la Soupe, « sans distinction de race ni de religion », mais soumis à une logique paternaliste. À partir des années 1920, la modernité urbaine transforme la société : percée Berri, élargissement des rues, pavage et garages reconfigurent le centre pour la circulation et le commerce, tandis que la municipalité se dote de comités exécutifs et de services spécialisés.

Les années 1930-1940, surreprésentées dans l'exposition, ajoutent une dimension idéologique : affiches de l'Union économique exaltant la maison unifamiliale, stigmatisation des locataires, secours conditionnels. Puis viennent les grands travaux des années 1950-1970 : autoroute Ville-Marie, stationnements, démolitions rapides : des gestes qui coupent le tissu résidentiel et déplacent les personnes en situation de précarité. Enfin, la requalification en « parc » dans les années 1990 et l'animation culturelle récente (Quartier des spectacles, Jardins Gamelin) donnent à l'espace une fonction événementielle, mais sans effacer la logique de contrôle.

Dès lors, il apparaît évident que la transformation est radicale dans la forme : d'un îlot charitable à un centre-vitrine programmé. Néanmoins, la caractéristique durable demeure : un espace où l'ordre et l'image priment sur l'inclusion, et où la visibilité des pauvres reste un enjeu politique.

## Hiérarchies narratives et choix de mise en scène

Les commissaires de l'exposition ont accordé plus d'espace à certains moments historiques, notamment aux périodes charnières du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles, où les transformations sociales et urbaines ont été les plus profondes. Dès le début du parcours, une attention particulière est accordée à l'histoire des Sœurs de la Providence, ainsi qu'à la mise en place des premières institutions caritatives, soulignant l'importance de la charité religieuse dans la structuration de l'espace au XIX<sup>e</sup> siècle.

Cet axe narratif occupe une place centrale, à la fois visuellement et thématiquement, notamment à travers des photographies et des documents d'archives montrant les premiers refuges pour les personnes en situation de précarité. Cette période semble en quelque sorte consacrée comme un moment fondateur, tant sur le plan social qu'institutionnel, un « premier acte » qui structure durablement la place et ses usages.

Cependant, une attention particulière est aussi donnée à la crise des années 1930 et aux années 1960–1970, périodes où l'urbanisation et la modernisation forcée marquent un tournant majeur. Les photos de la démolition des maisons de chambres et de la construction de grands axes urbains, comme la rue Berri, qui traverse le cœur du quartier, sont mises en évidence.

L'exposition donne à ces événements une attention particulière, en insistant sur l'impact humain et social de ces projets modernistes, à travers des photographies saisissantes de mains-d'œuvre précaires et de familles expropriées, ainsi que des plans de la nouvelle ville. L'une des images marquantes de cette période montre un groupe d'hommes, en costumes, discutant sur un site de démolition où des immeubles en ruines sont confrontés à un projet de réaménagement. Cette photographie, prise dans un quartier populaire de Montréal en 1955, symbolise la hiérarchie de classe et les tensions sociales engendrées par ces projets de modernisation, à un moment clé où les figures politiques prenaient des décisions qui bouleversaient des vies entières. Il n'est pas étonnant que cette dynamique de transformation urbaine, qui efface des quartiers populaires au profit de projets d'infrastructures modernes, occupe une place prépondérante dans le message de l'exposition.

Enfin, la période contemporaine, où l'itinérance est devenue une réalité visible et problématique, reçoit un traitement différencié. Si l'espace visuel est généreusement rempli – avec des images d'occupations de l'espace public comme la Nuit des sans-abri (2025), montrant des tentes dressées sur la place Émilie–Gamelin avec des panneaux informatifs pour l'événement sous un ciel d'automne –, l'exposition est peu prolixe sur les enjeux actuels, préférant mettre en lumière les événements du passé. Cette hiérarchisation des moments historiques s'explique vraisemblablement par la volonté énoncée des commissaires de contextualiser l'itinérance dans un processus long de transformation, en rendant visibles les origines profondes de cette problématique.

### **Limites du récit *in situ* et enjeux oubliés**

Au terme de cette analyse, il y a lieu de constater que l'exposition parvient efficacement à rendre visible la succession de transformations physiques et sociales qui ont façonné la place Émilie-Gamelin. Les archives sélectionnées illustrent brillamment l'évolution de l'itinérance dans le temps, la crise des maisons de chambres, la montée d'un urbanisme moderniste orienté vers la circulation automobile et, finalement, la constitution d'une place publique où la marginalité apparaît au grand jour. Il y a néanmoins certains angles morts.

L'un des plus significatifs, comme évoqué précédemment, concerne la question des femmes, presque absentes de l'exposition, comme si la pauvreté et la marginalité n'avaient concerné que les hommes. Or, cette invisibilisation occulte des trajectoires féminines pourtant centrales : travailleuses pauvres, domestiques, mères monoparentales logées dans les pensions de fortune, femmes âgées...

En outre, la dimension autochtone de l'itinérance est totalement absente du récit. Les réalités autochtones demeurent trop souvent invisibilisées dans les représentations de l'itinérance à Montréal, alors même que les peuples autochtones sont fortement surreprésentés dans les statistiques<sup>2</sup>. Leur expérience, façonnée entre autres par des siècles de colonisation, de déracinement culturel, de violences systémiques et de résilience, aurait clairement mérité une place dans l'exposition. Évidemment, il serait certainement impossible d'aborder en profondeur deux siècles d'histoire dans une seule exposition, mais omettre ce sujet semble plutôt illogique, surtout pour une exposition qui prétend sortir du récit dominant.

De plus, l'exposition nuance certes le discours médiatique, mais il importe d'ajouter que la presse québécoise n'a pas toujours participé à la stigmatisation. Toutefois, force est de constater que l'analyse des commissaires trouve un écho particulier lorsqu'on observe le traitement offert par l'empire médiatique Québecor, dont les récits sensationnalistes – chroniques judiciaires présentées comme analyses sociales, titres alarmistes, représentations stéréotypées – occupent aujourd'hui une place disproportionnée dans l'espace public.

### **Conclusion**

En somme, c'est précisément dans la nuance que réside l'apport de cette exposition. Elle offre un contre-récit documenté, situant l'itinérance dans la

---

continuité des choix politiques, économiques et urbanistiques, plutôt que dans l'émotion ou la peur de l'autre. Si la crise actuelle de l'itinérance à Montréal, amplifiée depuis la pandémie, dépasse manifestement les explications centrées sur les « troubles de santé mentale » ou la « consommation » de drogue, il apparaît qu'elle s'inscrit surtout dans une série de décisions politiques prises dès le XIX<sup>e</sup> siècle, bien avant que ces problèmes individuels ne deviennent des stéréotypes.

## BIBLIOGRAPHIE

BELLOT, Céline, *Rendre visible l'itinérance au féminin*, rapport de recherche, Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC), Montréal, 2021, 45 p.

BERNIER–BRASSARD, Bianca, *Entre itinérance et réalités autochtones : une analyse intersectionnelle du vécu des femmes*, mémoire de maîtrise (MA) en travail social, Rouyn-Noranda, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, 2023, 163 p. <https://depositum.uqat.ca/id/eprint/1632/>.

---

<sup>1</sup>Céline Bellot, *Rendre visible l'itinérance au féminin*, rapport de recherche, Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC), Montréal, 2021.

<sup>2</sup> Bianca Bernier-Brassard, *Entre itinérance et réalités autochtones : une analyse intersectionnelle du vécu des femmes*, mémoire de maîtrise (MA) en travail social, Rouyn-Noranda, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, 2023, p. 7, <https://depositum.uqat.ca/id/eprint/1632/>.